

Attendu qu'il est nécessaire de donner à cette concession un caractère authentique et de fixer la quotité de la redevance que les sieurs Hort frères pourront exiger des personnes qui voudraient se servir dudit quai pour l'embarquement et le débarquement de leurs marchandises, ainsi que la durée de ce privilège ;

Vu la dépêche ministérielle du 11 avril 1856 statuant sur la concession dont il s'agit ;

Vu l'arrêté du 10 mars 1857 ;

Sur le rapport de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup>. L'autorisation donnée aux sieurs Hort frères de construire un quai en face de leur magasin est maintenue.

Art. 2. La jouissance de ce quai est abandonnée auxdits sieurs Hort frères pendant cinquante années consécutives, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1851.

Art. 3. Les dispositions de l'arrêté du 10 mars dernier sont applicables à la présente concession.

Art. 4. L'Ordonnateur, les Directeurs des affaires européennes, du génie et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans le *Bulletin officiel* de la colonie et dans le *Messager de Tahiti*.

Papeete, le 14 mars 1857.

Signé : DU BOUZET.

---

(*Bulletin d'avril 1857.*)

Par décision de M. le Gouverneur, Commissaire Impérial *p. i.*, en date du 1<sup>er</sup> avril courant, M. Émile de Varenne a été appelé à remplir les fonctions d'interprète près des tribunaux de Tahiti, en remplacement de M. Barff, et détaché du service administratif pour être employé au bureau indigène.

---

Par décision en date du 14 avril, M. Maugey est renvoyé en France pour être mis à la disposition du Ministre de la marine ; et en attendant son départ, il est mis en non activité de service par suspension d'emploi. Sa solde sera fixée par les règlements en vigueur.